

ALORS QUE LES BÉNÉFICIAIRES ATTENDENT LEURS LOGEMENTS  
DEPUIS AOÛT 2014 À BOUIRA

Des oubliés crient à l'injustice

*Le feuilletton de la cité Aïnouche-Hdjila, communément appelée cité évolutive de la ville de Bouira, continue d'alimenter la scène locale avec, d'un côté, les bénéficiaires qui désespèrent de prendre possession de leurs logements qui leur sont octroyés par la commission de daïra depuis août 2014, et de l'autre, les mécontents ou les oubliés, c'est selon, qui crient à l'injustice et qui réclament toujours leurs droits.*

L'histoire de la cité Aïnouche-Hdjila, une cité de regroupement réalisée en 1959 dans le cadre du fameux plan de Constantine, cher au Président français de l'époque De Gaulle, remonte au début des années 2010 où la cité était déclarée comme étant réformée par les services techniques, après plus de 50 ans depuis sa réalisation. Une réforme d'autant plus justifiée que quiconque la visiterait la qualifierait de cité sinistrée, tant elle est vraiment dégradée totalement. Dans

ladite cité, initialement, elles étaient quelque 128 familles à y être logées dans des logements qui ne dépassaient guère les 33 m<sup>2</sup>.

En 2014, enfin, la commune de Bouira a décidé de démolir cette cité avec recasement des résidents. Parmi ces derniers, et selon nos informations, 105 sont des propriétaires initiaux et 23 autres sont des acquéreurs.

En août 2014, la commune a attribué 179 logements à ces

familles résidentes au niveau de la cité. De fait, il s'est trouvé dans ces logements exigus, des familles qui avaient bénéficié de plus d'un logement, surtout celles qui possédaient une progéniture nombreuse dont des enfants mariés. Or, et selon certains mécontents qui se sont déplacés hier à notre bureau, la daïra, lors de cette attribution, n'avait pas pris entièrement compte des recommandations de la commission dans laquelle figuraient des représentants de cette cité et qui avaient, rappelons-le, demandé un total de 305 logements pour reloger tous les habitants de cette cité, y compris les enfants âgés de plus de 35 ans, mais non encore mariés.

Depuis, les mécontents ou les oubliés comme ils se prénomment ne cessaient d'interpeller les pouvoirs publics, wali, chef de daïra,

P/APC, services de sécurité, mais vainement.

Cette situation a poussé les pouvoirs publics à différer l'opération de recasement des 179 bénéficiaires, de peur de voir les logements libérés occupés immédiatement par les mécontents, ce qui rendra la démolition impossible.

Le wali après avoir déclaré récemment que les services du CTC ont donné leurs conclusions quant à la réforme totale de la cité, il a informé, hier, qu'il sera procédé à la démolition après le délai d'affichage de deux mois à partir de ce mois de mai.

Affolés mais confiants en leur pays, les mécontents qui rappellent leur droit de propriété dans les lieux interpellent, une énième fois, le wali et tous les responsables en haut lieu, afin de les rétablir dans leurs droits. Ils rappellent que lors

de la distribution d'août 2014, il y avait un deux poids deux mesures flagrant avec des situations identiques, comme cette famille qui s'est vu octroyer quatre logements pour leurs enfants dont certains ne sont pas encore mariés, alors que d'autres familles dans la même situation ont bénéficié de deux logements seulement, l'un pour un enfant marié et l'autre pour le reste de la famille, parents et enfants âgés compris.

Aussi, demandent-ils une ultime enquête pour identifier clairement ces cas qu'ils considèrent réellement comme étant des oublis afin de les rétablir dans leurs droits avant qu'il ne soit trop tard. Ils le font d'une manière pacifique et civilisée. Ils espèrent un retour de manivelle de la part du wali qu'ils souhaitent vivement rencontrer.

Y. Y.

ANNABA

Rencontre régionale de préparation  
du baccalauréat session 2016

*Quelque 131 chefs de centres d'examen du baccalauréat représentant les wilayas de Annaba, El Tarf et Souk Ahras étaient réunis hier lundi au palais de la culture et des arts Mohamed-Boudiaf de Annaba dans une rencontre préparatoire de cette épreuve obligatoire pour l'accès à l'université.*

Présidée par Abdelhakim Belabed, secrétaire général du ministère de l'Education nationale (MEN), la réunion de Annaba, première d'une série de rencontres similaires, est organisée par la direction locale de l'éducation.

L'ouverture officielle de la rencontre a été faite par le wali de Annaba, Youcef Cherfa, en présence des directeurs de l'éducation des wilayas participantes. Dans son intervention, le SG du ministère de

l'Education a estimé que l'examen du baccalauréat qui est un examen national ne concerne pas uniquement son ministère mais l'ensemble des institutions et structures du pays. D'où l'association à la préparation et au déroulement de l'épreuve des ministères de l'Intérieur, des Technologies de l'information et de la communication, des Transports....

Des conventions, ajoutera-t-il, ont été signées avec la DGSN et la Gendarmerie nationale pour la sécu-

risation des examens mais au-delà pour une protection quotidienne des établissements scolaires contre la violence interne et externe. Il fera part également d'une totale adhésion des représentants du partenaire social (une dizaine de syndicats ayant paraphé le pacte social) et des associations de parents d'élèves au nombre de trois aux initiatives du ministère pour une école moderne préservant les valeurs nationales et républicaines.

Une convention a aussi été signée avec le Conseil constitutionnel pour la promotion des mêmes valeurs. Revenant sur le déroulement de l'examen de recrutement des enseignants dans les trois cycles du 30 avril écoulé, Abdelhakim Belabed a confirmé que les résultats

de l'épreuve écrite seront connus le 14 juin et l'épreuve orale pour ceux admis se déroulera du 22 au 24 juin, les résultats finaux seront affichés le 30 du même mois.

Reconnaissant la complexité de ce concours pour lequel près d'un million de candidats se sont inscrits, il se félicitera de l'introduction pour la première fois dans ce genre de concours de l'outil informatique, initiative ayant facilité les inscriptions, dira-t-il. Il n'a pas manqué à ce sujet de relever les mesures prises par le ministère en faveur des enseignants contractuels dont l'octroi de bonus de 1 à 6 points selon l'ancienneté.

Toujours dans le chapitre des conditions de recrutement d'enseignants, le SG du MEN annoncera l'introduction de 18 nouvelles filières

de diplômes. Invitant les candidats du baccalauréat, du BEM et de la 5<sup>e</sup> année primaire (session 2016) à retirer leurs convocations via les sites électroniques de l'Office national des examens et concours (Onec), il précisera que 818.520 candidats au bac, 559.926 au BEM et 705.460 en fin de cycle primaire seront au rendez-vous de ces examens au niveau national.

Pour la wilaya de Annaba, Ahmed Layachi, directeur de l'éducation, nous fera savoir qu'un nombre de 16.814 candidats dont 10.932 scolarisés et 5.882 libres subiront les épreuves du bac ; 9.789 dont 262 libres ceux du BEM alors que 11.064 passeront l'examen pour la fin du cycle primaire ou 5<sup>e</sup>.

A. Bouacha

MOSTAGANEM

Les employés de la Cnas font  
un don de sang

*La Caisse nationale d'assurances sociales (Cnas) de Mostaganem a organisé dimanche dernier en son siège, une collecte de sang au profit des centres hospitaliers de la wilaya.*

Cette initiative de don de sang s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale lancée sous le haut patronage du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en coordination avec l'Agence nationale du sang et le département ministériel de tutelle, sous le slogan «Soyons solidaires pour sauver une vie avec une goutte de sang».

Selon M. Ouagouag Réda, le

directeur de la Caisse de wilaya, cette collecte de sang offre aux employés de la Cnas l'occasion de faire preuve de leur solidarité avec les concitoyens malades qui ont cruellement besoin de sang.

Pour la circonstance, un bureau a été aménagé au hall de la direction en une salle de prélèvement pour garantir un bon déroulement de l'opération et la collecte était assurée

par une équipe de médecins et de paramédicaux du centre de transfusion sanguine de l'hôpital de la ville.

Toujours selon le directeur de la Caisse de la wilaya, l'appel de cette initiative citoyenne a été lancé à tous les travailleurs de la Cnas, au nombre de 271 employés activant au niveau du siège et des 13 centres payeurs que compte la wilaya de Mostaganem.

Cette opportunité offerte aux employés de la Cnas permet de s'unir et de se solidariser avec les malades qui ont un grand besoin de ce précieux liquide.

A. B.

La mer rejette un colis de kif  
traité de 33 kg

*La présence d'un colis flottant sur la mer tout près du port commercial de Mostaganem a surpris quelques pêcheurs à la ligne qui ont vite fait d'aviser les services de sécurité.*

Selon le dernier communiqué de la cellule de communication relevant de la Sûreté de wilaya parvenu hier lundi, les policiers chargés de la lutte contre la drogue et les stupéfiants se sont rendus immédiatement sur les lieux et ont découvert un colis contenant 300 plaquettes estimées à un poids de 33 kg soigneusement recouvert de plastique pour éviter la pénétration de l'eau. Les narcotrafiquants, en raison de l'état qui se resserre sur eux, usent de ce genre de subterfuge pour commercialiser la drogue par le canal de la mer.

A signaler que depuis le début de l'année quelque 202 kg de kif traité ont été rejetés par la mer sur le littoral mostaganémois. La police a ouvert une enquête.

A. B.